

CONTRIBUTION DE GILBERTO AVELINO POUR LA CONFERENCE MONDIALE DES ORGANISATIONS AYANT CONSTITUÉ
« IV^e INTERNATIONALE (COMITE INTERNATIONAL) » - 24-31 JUILLET 1982

Le front populaire en France et la politique du PCI

L'APPARITION d'un gouvernement de front populaire est le résultat de toute une évolution des combats entre les classes jusqu'au point de poser de façon concrète pour le prolétariat la tâche du renversement de la domination de classe de la bourgeoisie.

Ce serait une grave erreur de réduire le gouvernement de front populaire à une entente au sommet entre la bourgeoisie et les principaux dirigeants du mouvement ouvrier. La question cruciale est qu'un tel gouvernement ne surgit qu'à un moment donné de tout le processus à travers lequel les masses sont en train de démolir la forme de domination bourgeoise qui est en place, d'ouvrir la voie vers la crise révolutionnaire, et en opposition à ce processus.

I. Les fronts populaires sont face à la révolution

La mise en place d'un gouvernement de front populaire arrive quand la crise du système de domination bourgeois est déjà extrêmement développée. C'est ce développement de la situation politique qui donne le contenu fondamental des gouvernements de front populaire. Et cela fait la différence entre un front populaire et un gouvernement de la social-démocratie avec un parti bourgeois, comme celui qui existe en Allemagne.

Même si celui-ci est aussi le résultat d'une montée du mouvement ouvrier, il s'agit néanmoins d'une situation où la social-démocratie peut prendre sa place dans l'administration du pays sans créer par là des développements politiques qui échappent à son contrôle. Par contre, les gouvernements de front populaire sont, avec le fascisme, l'une des dernières ressources contre la révolution prolétarienne justement parce que leur arrivée au pouvoir est une réponse des appareils et de la bourgeoisie à un approfondissement extrême de la crise du système de domination bourgeois existant, assiégé par le mouvement des masses.

Pour la classe ouvrière, le gouvernement de front populaire signifie que « son » gouvernement a été imposé à la bourgeoisie, et en conséquence ce gouvernement est considéré comme capable de réaliser ses revendications.

La marche à la révolution prolétarienne est, en dernière analyse, la mobilisation des masses pour satisfaire leurs aspirations. Ce mouvement est en contradiction avec le front populaire et, du côté de la bourgeoisie et des directions traîtres du mouvement ouvrier, c'est face à ce mouvement que le front populaire est dressé.

Mais les directions des partis ouvriers-bourgeois et les directions des grands partis bourgeois n'ont pas le même rôle

dans cette contradiction. Les directions traîtres du mouvement ouvrier veulent éviter à tout prix la crise révolutionnaire et elles dressent le front populaire contre la montée des masses.

Dans ce sens, il est clair que ces directions prennent dès le début leur place comme défenseurs de l'ordre bourgeois, et la présence de la bourgeoisie au gouvernement est une affirmation de ce lien précisément par rapport à cet objectif du front populaire, ce qui s'exprime par toute sa politique de désorganisation et y compris de répression contre les masses.

D'autre part, les dirigeants du front populaire doivent appliquer leur politique contre-révolutionnaire avec certaines précautions : ils doivent essayer de faire croire que le gouvernement de front populaire est l'aboutissement des combats précédents du prolétariat et qu'il faudrait se servir de la victoire obtenue pour réformer le capitalisme dans un sens « démocratique ».

Evidemment, cela est impossible. Les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier ne peuvent pas changer les lois de l'histoire et la lutte des classes (dont les résultats électoraux ne sont que des expressions partielles et déformées), qui ne peuvent être arrêtées par des discours.

Pour la bourgeoisie, qui sait bien que cela est impossible, qui sait aussi que le gouvernement de front populaire n'est pas capable de mener jusqu'au bout la tâche de briser l'échine de la classe ouvrière, il s'agit de rétablir son contrôle direct du gouvernement, imposant une défaite au prolétariat. Le gouvernement de front populaire ne peut éviter que ces contradictions développent tout leur contenu, avec des résultats explosifs inévitables.

Ici, nous avons une première divergence fondamentale avec les positions exprimées par Moreno sur cette question. Pour lui, les fronts populaires ne sont pas des gouvernements de crise, « dernières ressources de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne ». D'ailleurs, il nie cette formulation du Programme de transition, affirmant expressément :

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette caractérisation. Pour démontrer que le front populaire est toujours l'« ultime recours » contre la révolution, il leur faut affirmer que chaque gouvernement reflète toujours les relations spécifiques entre les classes (forme = front populaire ; contenu = crise révolutionnaire), comme s'il s'agissait d'une vérité éternelle, métaphysique. » (« Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique », dans *Correspondance internationale* n° 13).

A partir de là, Moreno développe toute une série de variantes possibles de gouvernements les plus divers, qu'il définit comme des gouvernements de front populaire « au sens large ».

Donc, pour Moreno, c'est de la « métaphysique » de dire qu'il y a des relations nécessaires entre la forme et le contenu des choses. Pour lui, peut-être, ce serait de la « dialectique » que d'affirmer qu'à chaque forme peut correspondre n'importe quel contenu. Moreno ne va pas jusque-là, mais ce qu'il explique sur les fronts populaires permet de conclure que ceux-ci auraient presque tous les contenus possibles et pas de forme du tout.

Si maintenant, on laisse de côté les digressions de Moreno sur les rapports entre forme et contenu et si l'on passe à l'examen de ses définitions du front populaire, on constate aussi que les définitions de Moreno n'ont rien à voir avec les enseignements de Trotsky. Le point de départ de l'analyse de Trotsky sur les fronts populaires, c'est que ce qui est en cause, c'est la révolution prolétarienne.

L'installation d'un gouvernement de front populaire signifie que les conditions politiques générales dans lesquelles se produit la montée révolutionnaire ne permettent pas qu'un affrontement extrêmement aigu entre les classes puisse être évité.

Dans certains cas, il s'agit de sauver l'Etat bourgeois au milieu de l'explosion révolutionnaire déjà déclenchée (Espagne 1936) ; dans d'autres, il s'agit de bloquer les développements politiques qui préparent la crise révolutionnaire. Mais dans tous les cas, c'est de la marche à la révolution qu'il s'agit. Et pour fermer la voie à la révolution, il n'y a qu'une mesure efficace : infliger une défaite au prolétariat.

Pour Trotsky, le front populaire ne permet pas de stabiliser la domination bourgeoise en place. Quelle que soit l'issue de la bataille — victoire du prolétariat ou de la bourgeoisie —, le résultat sera la disparition de cette forme de domination, remplacée soit par le gouvernement issu de la révolution, soit par une nouvelle forme de domination bourgeoise plus réactionnaire.

II. Une victoire des masses qui précède des combats décisifs

Les gouvernements de front populaire surgissent comme des résultats contradictoires de victoires ou de fortes montées du mouvement des masses. Cela s'est manifesté en France de façon claire en 1936, quand la grève générale précipitait la constitution du gouvernement Blum.

En 1981, Mitterrand est arrivé au pouvoir après la défaite électorale des partis bourgeois. Le contenu fondamental est le même parce que la défaite bourgeoise du 10 mai ne peut pas être limitée aux résultats électoraux. Pour comprendre ces résultats, il faut les situer dans le moment crucial atteint par

la crise de domination de la bourgeoisie en France.

Le 10 mai est un moment qui a la signification d'une débâcle pour le régime bonapartiste. Il s'agit là d'une victoire du prolétariat d'une portée extraordinaire, qui ne clôt pas la crise du bonapartisme, mais au contraire la porte à un niveau plus profond et plus décisif.

En fait, le contenu central de cette victoire est la réalisation par les masses exploitées (en dépit des manœuvres de division des dirigeants de ce mouvement) d'un mouvement unitaire arrivé à une concentration de forces capable de chasser du gouvernement les représentants directs de la V^e République.

Cela dit, le gouvernement de front populaire n'est pas l'expression de la montée ou de la victoire des masses. Il est dressé contre le mouvement des masses, et la raison même de son existence est de le bloquer. Qu'il soit incapable de mener cette tâche jusqu'au bout, c'est une autre question. Le gouvernement de front populaire vient préserver les institutions de l'Etat bourgeois et la propriété privée contre la volonté des masses.

Néanmoins, la bourgeoisie ne peut pas considérer le front populaire comme son propre gouvernement pour deux raisons principales. D'abord parce qu'elle ne peut pas accepter le contenu donné par le mouvement des masses au nouveau gouvernement, contenu qui se traduit par l'accession des partis ouvriers traditionnels au gouvernement, comme expression de la volonté des masses d'imposer la satisfaction de leurs revendications à la bourgeoisie.

C'est une autre chose que les dirigeants des partis ouvriers traditionnels traduisent cette victoire par sa négation : la subordination à la bourgeoisie et à son Etat. L'autre raison — la plus importante — pour que la bourgeoisie ne considère pas le front populaire comme son propre gouvernement est qu'elle ne peut pas confier exclusivement au front populaire la tâche de faire reculer les masses.

Le gouvernement de front populaire n'est pas neutre face à la montée des masses : il se donne dès le début l'objectif de bloquer cette montée (et la bourgeoisie est là-dedans pour y contribuer), et dans ce but n'hésite pas à recourir à la répression, dans la mesure de ses forces.

Mais la bourgeoisie sait que l'activité contre-révolutionnaire du front populaire ne peut pas être efficace jusqu'au bout sans que les masses ne subissent une défaite ; et pendant que la montée des masses développe ses effets, la bourgeoisie est obligée de se réfugier dans les remparts qui lui sont préservés par le front populaire pour se préparer à reprendre l'initiative politique.

C'est en tout état de cause d'une revanche qu'il s'agit, parce que la bourgeoisie a absolument besoin que le prolétariat abandonne les positions conquises à travers sa montée, le front popu-

laire étant insuffisant pour mener cette besogne jusqu'au bout. C'est la nécessité pour la bourgeoisie d'imposer une défaite au prolétariat qui l'amène à organiser le boycottage de l'économie, le combinant avec la participation plus ou moins importante au gouvernement, suivant les nécessités du moment.

De son côté, le prolétariat, en dépit de l'illusion que le gouvernement de front populaire est son gouvernement, va essayer de profiter de sa victoire pour arracher les revendications. Le rythme de ce processus peut varier en fonction des circonstances, mais les contradictions qui le déterminent ne peuvent pas être effacées par la politique des appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier.

Si la victoire du prolétariat a un caractère « semi-fictif », comme le dit Trotsky, parce qu'elle a été détournée par la constitution du gouvernement de front populaire, elle contient néanmoins les éléments qui préparent de nouveaux affrontements plus aigus entre les classes.

Trotsky explique les contradictions de la victoire du prolétariat qui ont abouti à l'avènement du gouvernement de front populaire en France en 1936 dans son écrit « *Devant la seconde étape* » (9.7.1936) :

« Les ouvriers ont exercé en juin une gigantesque pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. Tous les fondements de la société capitaliste, comme ses ulcères incurables, sont restés en place. Maintenant, s'est ouverte la période de la contre-pression : répression contre les agitateurs de gauche, agitation toujours plus subtile de ceux de droite, tentatives de hausse des prix, mobilisation d'industriels pour des lock-out massifs.

Les syndicats de France qui, à la veille de la grève, ne comptaient même pas un million de membres, approchent maintenant des quatre millions. Cet afflux inouï montre bien les sentiments qui animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de faire retomber sur elles sans combat les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels, inlassablement, exhortent les ouvriers à se tenir tranquille et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes.

Mais puisque le gouvernement, par la nature même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues par la grève et non par une attente patiente, puisque chaque jour qui passe dévoilera un peu plus l'inconsistance du gouvernement face à la contre-offensive grandissante du capital, ces exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion.

La logique de la situation, telle qu'elle découle de la victoire de juin,

(suite page II)

(suite de la page I)

ou, plus exactement, du caractère semi-fictif de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à entrer de nouveau en lutte. C'est par peur de cette perspective que le gouvernement va de plus en plus à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux mais, en fin de compte, sur l'exigence des « deux cents familles », le ministre socialiste de l'Intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par des grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées. Un avertissement de ce genre n'arrêtera pas la lutte, mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu. » (Œuvres juin-juillet 1936).

On ne saurait montrer plus clairement l'impuissance du front populaire à maîtriser les contradictions qui minent les bases de son gouvernement. Trotsky signale que ces contradictions poussent le gouvernement de front populaire de plus en plus à droite, mais même s'il « allait à gauche », cela ne changerait en rien le caractère bourgeois contre-révolutionnaire de ce type de gouvernement.

Mais Trotsky signale aussi que l'évolution du gouvernement à droite n'est pas capable d'arrêter la lutte des masses. Les directions des partis ouvriers traditionnels, ne pouvant réaliser jusqu'au bout leur objectif qui est de bloquer le développement de la lutte des masses exploitées, ne peuvent que donner au front populaire une seule efficacité décisive : offrir une couverture à la préparation de la revanche par la bourgeoisie.

III. Le front populaire approfondit la crise de domination de la bourgeoisie

Les victoires des masses contre la bourgeoisie ne sont pas automatiquement utilisables par les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier pour se renforcer. Même si les appareils peuvent être renforcés par une victoire de la classe ouvrière, cette victoire, par l'impulsion qu'elle donne à la lutte des classes, se retourne finalement contre eux.

Si cela est valable dans un sens général, dans le cas d'un front populaire il y a des circonstances supplémentaires qui créent pour les appareils de nouvelles difficultés. La direction du front populaire, coincée entre la poussée des masses et l'activité de la bourgeoisie contre les conquêtes arrachées par le prolétariat, essaie de jouer dans une certaine mesure un rôle d'arbitrage.

Mais elle n'a pas les moyens d'occuper la place d'un gouvernement bonapartiste. D'une part, la bourgeoisie n'a pas intérêt à accepter comme arbitre un gouvernement qui n'est pas capable de mener à bout la défaite du prolétariat dont elle a besoin, d'autre part le prolétariat ne permet pas à la direction du front populaire d'exercer un tel rôle, justement parce qu'il n'a pas encore subi une défaite décisive.

Ce qui permet aux gouvernements bonapartistes d'exercer leur rôle d'arbitrage, c'est le fait qu'ils s'appuient sur une défaite du prolétariat.

Le gouvernement de front populaire fait de son mieux pour préserver les institutions de l'Etat bourgeois. Cependant, étant donné le niveau atteint par le mouvement des masses, il est incapable de maîtriser les événements. C'est là le facteur déterminant de la nécessité pour la bourgeoisie de se débarrasser de ce type de gouvernement et de rétablir son propre contrôle de la situation à partir d'une défaite du prolétariat.

Evidemment, même le gouvernement d'un parti social-démocrate n'est pas accepté de bon cœur par la bourgeoisie, mais dans ce cas la bourgeoisie peut espérer venir à bout de ses difficultés sans sortir du cadre du régime parlementaire. Cela est tout à fait impossible dans le cas d'un gouvernement de front populaire.

La politique du front populaire, par sa défense de la propriété privée et des institutions de l'Etat bourgeois, par les coups qu'elle porte contre les masses et par le désarroi que sa politique introduit dans le mouvement ouvrier, use les forces du prolétariat jusqu'à les épuiser à travers des combats sans issue dans le cadre des institutions de l'Etat bourgeois.

On ne peut pas dire à l'avance que cette politique sera sans efficacité. Pour arriver à la victoire de la révolution, il est indispensable que se construise le

parti révolutionnaire. Mais tenir compte de l'efficacité du front populaire à faire obstacle à la révolution ne signifie pas considérer qu'il puisse être efficace pour éviter la crise révolutionnaire.

La politique des directions traîtres n'empêchera pas les masses d'utiliser leurs forces pour défendre leurs intérêts. Le front populaire essaie de contenir et de détourner l'énergie des masses, cherchant à bloquer la seule issue positive : l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan. Mais cette énergie ne sera pas épuisée avant de se manifester pleinement dans la lutte des classes.

Sur cette question aussi notre position est tout à fait opposée à celle exposée par Moreno dans *Correspondance internationale* n°13.

Pour Moreno, le front populaire actuel en France peut évoluer vers des variantes diverses.

Il faut ajouter que Moreno explique que l'évolution du front populaire vers une situation politique plus stable est à son avis la variante la moins probable. Mais néanmoins, il est pour lui possible que l'arrivée d'une première vague de mobilisation sous le front populaire en France n'aboutisse à rien et que tout continue ensuite « à l'anglaise ». Notons que Moreno ne serait pas tombé dans de tels doutes sur les variantes politiques à venir en France si Giscard d'Estaing avait été réélu à la présidence de la République en 1981 : « Si Giscard était resté au pouvoir, le régime aurait connu le risque certain d'assister à une crise révolutionnaire. Mitterrand avec son Parti socialiste, le Parti communiste et sa Confédération générale du travail (le principal syndicat français), et d'autres syndicats, ont accédé au pouvoir pour prévenir cette crise. » (*Correspondance internationale* n°13).

Et voilà que ce que Moreno appelle la « victoire politico-électorale » du prolétariat français contre Giscard aurait ouvert la voie non à la crise révolutionnaire, mais à une situation politique plus stable. Seule la victoire de Giscard pourrait garantir une évolution vers la crise révolutionnaire. Alors, pourquoi voter Mitterrand aux élections présidentielles de 1981 ?

Les théories de Moreno sur le front populaire aboutissent à ces résultats étranges parce que la base de son analyse est le mouvement des appareils et non le mouvement des masses. Suivant cette méthode, si Giscard avait été réélu en 1981, les partis ouvriers traîtres auraient été moins efficaces dans leur politique de collaboration de classes parce qu'ils auraient été hors du pouvoir ; par contre, l'élection de Mitterrand lui donnerait, ainsi qu'au PS, des possibilités plus tangibles pour dévoyer la montée du mouvement ouvrier.

La méthode de Trotsky conduit à une conclusion inverse à celle de Moreno par rapport à l'efficacité possible de la politique du PS et du PCF : « La bourgeoisie veut sa revanche. Un nouveau conflit social, délibérément préparé dans les quartiers généraux du grand capital, aura sans doute, dès le début, le caractère d'une vaste provocation ou d'une série de provocations contre les ouvriers. En même temps, les organisations fascistes « dissoutes » font des préparatifs fébriles.

Le conflit entre les deux camps, en Espagne, en France, en Belgique, est absolument inévitable. Plus les dirigeants du Front populaire « concilieront » les antagonismes de classes et essaieront d'éteindre la lutte révolutionnaire, et plus elle aura un caractère explosif et convulsif dans l'avenir immédiat, plus elle exigera de grands sacrifices, et moins le prolétariat sera en état de se défendre contre le fascisme. » (*La nouvelle montée et les tâches de la IV^e Internationale*, 3.7.1936).

Pour Trotsky les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier n'ont pas la capacité d'apaiser les convulsions du front populaire ; bien au contraire, le caractère convulsif de la lutte de classes s'accroît avec la conciliation des dirigeants traîtres au pouvoir.

IV. En France, la vague révolutionnaire est encore devant nous

Dans la lutte des classes, chaque bataille a ses caractéristiques particulières. En France, entre le Front populaire de 1936 et celui qui existe depuis 1981, il y a une différence importante : ce dernier n'est pas sorti d'une grève générale comme c'était le cas en 1936.

En 1936, les grands partis ouvriers n'ont pas gagné la majorité aux élec-

tions et le gouvernement Léon Blum a été directement le résultat contradictoire de la vague révolutionnaire. En 1981, un gouvernement de front populaire a surgi en France comme le résultat de la défaite électorale des partis bourgeois.

Cependant, il est faux de définir le gouvernement Mitterrand comme le résultat d'une simple victoire « politico-électorale », comme le fait Moreno. Pour comprendre la victoire du 10 mai en France, il faut la situer dans le processus de désagrégation du régime bonapartiste, et ce processus s'insère lui-même dans le développement de la situation politique à l'échelle mondiale.

Après toutes les défaites terribles du prolétariat qui ont permis le carnage de la Deuxième Guerre mondiale, après toute l'activité que le stalinisme a déployée après la guerre pour faire un barrage à la montée du mouvement ouvrier, après tous les coups portés contre les masses par la collaboration des directions traîtres du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie, après la défaite politique que le prolétariat a subie en France avec l'implantation de l'Etat bonapartiste en 1958, la classe ouvrière reprend le terrain perdu, ouvrant une profonde brèche dans le régime bonapartiste français, à partir de la grève générale de mai-juin 1968.

Tous ces développements de la lutte des classes en France, qui s'intègrent dans le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale, sont autant d'éléments constitutifs du processus qui a mené à la victoire du 10 mai. Evidemment, la victoire du 10 mai exprime tous ces éléments d'une façon déformée, mais ce sont ces éléments qui donnent à cet événement un contenu qui dépasse largement les limites d'une joute électorale.

De plus, il est nécessaire de tenir compte du fait que pour battre les partis bourgeois aux élections de 1981, il a fallu que le prolétariat porte aussi un coup à l'appareil stalinien. Et cette défaite des staliniens en France, qui implique un approfondissement de la crise de l'appareil stalinien international, est lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier, aussi bien en France que dans tous les pays.

Ce contenu de la victoire du 10 mai est correctement exposé dans la résolution de la II^e réunion du Conseil général de la IV^e Internationale (Comité international) sur la France :

« Le bonapartisme traduit l'impasse générale de la société, sa crise et l'incapacité des classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie, à résoudre cette crise en leur faveur.

La défaite du bonaparte ouvre la voie à l'expulsion d'une partie de son personnel accapareur de l'Etat, à l'abrogation de toutes les mesures arbitraires et antidémocratiques, à l'éviction de tous les agents stipendiés au service du monarque. Ce processus amène inexorablement au démantèlement des institutions bonapartistes qui se sont identifiées pendant vingt-trois ans à l'Etat bourgeois.

La déstabilisation ainsi créée peut conduire à tout moment à l'irruption du prolétariat intervenant pour son propre compte dans la crise politique.

Cette situation, dans un pays impérialiste comme la France, devait être évitée à tout prix à cause de ses implications pour toute l'Europe et dans le monde, à cause de ses implications directes sur le maintien de la division de l'Europe et sur le pouvoir de la bureaucratie.

Le PCF devait s'efforcer d'éviter ce dénouement, d'assurer le maintien de Giscard, même si cette politique impliquait une perte de ses positions acquises dans la société bourgeoise, une perte électorale et une profonde crise au sein de son appareil.

Le PCF a combattu avec acharnement et a subi une défaite majeure. Cela, c'est le contenu de la victoire obtenue par les masses en France. »

Il y a dans ce contenu tel qu'il est exposé dans cette résolution, toute une série de différences importantes par rapport à la situation de 1936. Le fait que Mitterrand s'est installé au pouvoir après une victoire électorale lui donne une « légitimité » formelle dans le cadre du régime bonapartiste à laquelle il s'attache pour mieux défendre l'ordre bourgeois.

Mais du côté des masses, la volonté de satisfaire leurs revendications ne s'est pas affaiblie et elles ne peuvent pas accepter que les institutions bonapartistes soient dressées contre leurs aspirations après la large unité qu'elles ont réussi à imposer aux appareils pour battre Giscard. Les conditions mêmes de l'accession du gouvernement Mitterrand-Mauroy au pouvoir concen-

trent sur lui la responsabilité de sa politique de capitulation face à la bourgeoisie.

La tâche des révolutionnaires est de dégager de l'analyse de la situation politique les mots d'ordre et la tactique qui correspondent aux besoins des masses pour avancer vers la conquête du pouvoir. Si l'analyse de la situation politique en France nous permet d'affirmer que la situation évolue vers des combats plus décisifs, alors toute notre activité doit être axée sur la préparation de ces combats, pour aider les masses à se frayer la voie vers la victoire.

Le front populaire est, d'après l'expression de Trotsky, un « frein à la révolution et une soupe de sûreté pour l'impérialisme ». C'est une question décisive pour les masses que de briser ce frein. Quels en sont les moyens ? Dire aujourd'hui « A bas le gouvernement de front populaire ! » aurait comme résultat de s'isoler des masses et de se rendre complètement impuissants pour intervenir dans la situation politique.

Dans le développement de la révolution prolétarienne où la situation aurait mûri au point de permettre la réalisation d'une large mobilisation des masses pour mettre à bas le barrage dressé par les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, la question devra être posée.

Le rôle des révolutionnaires est d'être à l'avant-garde de l'action des masses, cherchant à éliminer les obstacles qui sont constamment posés par les appareils contre-révolutionnaires à la réalisation de l'unité contre la bourgeoisie. Les révolutionnaires prennent toute leur responsabilité dans la bataille, sans donner la moindre couverture à la politique du front populaire, mais sans apparaître comme un facteur de division pour les masses. Leur tactique doit avoir un axe précis : casser le bloc des partis ouvriers traditionnels avec la bourgeoisie.

Voici ce que dit Trotsky :

« Nous avons, avec le Front populaire, des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement de Front populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement, ni nous ériger en « protecteurs » de Léon Blum. Nous considérons ce gouvernement comme un moindre mal en comparaison de celui de La Rocque. Mais en combattant le pire mal, on ne se protège pas du moindre mal.

Nous ne devons pas cacher aux masses que ce programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. Et, de l'autre côté, que les parties réalisables de ce programme seraient toujours sabotées par les radicaux. Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit, ce sont les radicaux.

Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, en réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos et Rucart, etc., qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires gardent leurs places. L'organe de Léon Blum, Le Populaire, continue d'être interdit dans les casernes.

Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux — avec des exemples tout à fait concrets —, vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez ajouter avec raison : « Malheureusement, les chefs communistes soutiennent les radicaux contre les chefs socialistes. » En tout cas, le mot d'ordre ne peut pas être « A bas le gouvernement Blum ! », mais « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum ! ». Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement Léon Blum. »

Il faut porter attention sur deux éléments qui sont à la base de la tactique expliquée dans cet écrit. Trotsky y dit à un moment que les révolutionnaires ont « avec le Front populaire des ennemis communs ». Cela ne signifie pas que le front populaire aurait un contenu positif qu'il partagerait dans une petite mesure avec les révolutionnaires. Cela signifie que le front populaire ne peut pas être considéré comme égal à la réaction bourgeoise. Tout en caractérisant le

front populaire comme un gouvernement bourgeois contre-révolutionnaire, Trotsky remarque en même temps qu'il reste différent de la réaction bourgeoise qui prépare son renversement.

Cette appréciation est fondamentale et oblige à être prêts à combattre « parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement... sans prendre sur nous la moindre responsabilité sur ce gouvernement ». L'autre élément à dégager de cet écrit est la nécessité de combattre le gouvernement de front populaire « sur les flancs » (sans lui donner une quelconque « protection »), précisément parce que la lutte contre la politique des directions qui sont dans le front populaire ne peut être menée efficacement que sous le signe de l'unité contre la bourgeoisie, de la lutte pour le front unique ouvrier (qui est nié par le front populaire).

Les organisations qui luttent pour la IV^e Internationale ne se posent pas comme « alternative » aux directions traîtres, attendant que les masses découvrent un jour que leur programme est le bon. Il est nécessaire que les organisations révolutionnaires arrivent à s'affirmer comme des instruments dont les masses puissent se servir pour mener leurs combats jusqu'au bout et à imposer aux appareils contre-révolutionnaires l'unité contre la bourgeoisie.

Dans les années 1930, Trotsky donnait à ces questions une réponse qui permettait de définir la tâche des révolutionnaires à ce moment-là :

« Le premier pas vers une alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il faut expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. C'est là la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est à l'étape actuelle essentiellement la lutte contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploités ! Les bourgeois hors du Front populaire ! A bas les ministres capitalistes ! » (*La nouvelle montée et les tâches de la IV^e Internationale*, 3.7.1936)

Cette formulation de Trotsky en relation avec le combat politique contre le Front populaire en 1936 nous indique la méthode correcte. Bien évidemment, appliquer cette méthode ne signifie pas appliquer mécaniquement les mots d'ordre utilisés par Trotsky.

Après le 10 mai et le 21 juin 1981, le gouvernement Mitterrand-Mauroy a développé sa politique en s'appuyant sur une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Même du point de vue de la majorité parlementaire, rien ne s'oppose à la mise en place d'un gouvernement formé seulement par le PS et le PCF.

Par là même, c'est sur eux que pèse toute la responsabilité de maintenir les institutions de la V^e République, en dépit de leur condamnation par les masses, y compris sur le terrain électoral. Il faut expliquer la méthode de Trotsky en prenant en compte les caractéristiques particulières du gouvernement de front populaire actuel.

Aujourd'hui en France, le caractère de gouvernement bourgeois de collaboration de classes ne s'exprime pas essentiellement par la présence des trois ministres bourgeois (bien que cela soit significatif comme expression du caractère de collaboration de classes). La capitulation du PS et du PCF face à la bourgeoisie se manifeste avant tout par la tentative de préserver les institutions de la V^e République, qui ont un rôle très important dans la défense de l'ordre bourgeois et dans la politique du front populaire. On a pu voir, au moment de la mise en place du plan de nationalisations du gouvernement Mitterrand-Mauroy, comment le Conseil constitutionnel — institution de la V^e République contrôlée par la bourgeoisie — a été utilisé contre les nationalisations (indépendamment du fait que le plan du gouvernement restait dans le cadre du respect des intérêts du capital).

Cette contradiction, aussi bien que la responsabilité du gouvernement dans l'impasse créée par son refus de s'appuyer sur les masses, est saisissable par celles-ci beaucoup plus directement que la signification de la présence dans le gouvernement de ministres bourgeois dont le rôle n'est pas facilement perceptible.

De la même façon, dans la situation politique créée en France après le 10 mai et le 21 juin 1981, la majorité absolue des députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale donne à ces partis la possibilité concrète de se dresser en tant que

représentants de la volonté de la nation pour appliquer tout de suite un plan qui satisfasse les revendications des masses.

Il est clair pour les masses que ce plan est nécessaire et elles peuvent comprendre rapidement que sa non-réalisation, avec le maintien des institutions bonapartistes, est de la responsabilité du PS et du PCF.

Après plus de 20 ans de régime bonapartiste, les partis bourgeois en France se sont extraordinairement affaiblis. La grève générale de mai-juin 1968 précipite la crise du régime bonapartiste, mais la bourgeoisie continue à s'accrocher à ce régime, sans pouvoir mettre en place des partis capables de prendre le relais du bonapartisme moribond. En 1981, elle se bat pour éviter l'élection de Mitterrand, par-dessus ses déchirements internes, et subit une cuisante défaite. Les radicaux « de gauche » ont eux aussi participé à cette bataille contre l'élection de Mitterrand.

Tous ces éléments se combinent avec la situation mondiale de crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin et avec la défaite du PCF dans les mêmes élections pour poser à la bourgeoisie des difficultés énormes à organiser son combat contre les masses, aussi bien à l'intérieur qu'au dehors du gouvernement. La bourgeoisie est obligée de mesurer prudemment son activité de boycottage économique, parce qu'elle n'a pas intérêt à précipiter les événements, étant donné que la situation en France et à l'échelle internationale ne lui favorise pas la préparation d'une contre-offensive politique.

Etant donné tous ces problèmes particuliers qui ressortent des caractéristiques du front populaire actuel en France, l'application de la méthode de Trotsky implique la formulation de mots d'ordre ajustés aux différents éléments de la situation politique. Aujourd'hui en France, le mot d'ordre « Rompre avec la bourgeoisie ! » a la même actualité qu'en 1936. Mais dans l'agitation, cela se traduit aujourd'hui de façon différente.

L'agitation contre le front populaire de Mitterrand et de Marchais doit prendre en compte qu'il existe une majorité du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Avancer en tenant compte des illusions des masses la nécessité de chasser les représentants de la bourgeoisie du gouvernement (ce qui ne se limite pas à la question de ministres radicaux ou gaullistes) et la prise de tout le pouvoir par la majorité de l'Assemblée nationale, cela signifierait avancer dans la voie du démantèlement de l'Etat bonapartiste, où la bourgeoisie se barricade et où elle se prépare à la revanche.

Pourquoi la majorité de l'Assemblée nationale ne prend-elle pas dans ses mains tout le pouvoir ? Voilà une question que les masses tendent à se poser naturellement à chaque conflit important avec la bourgeoisie, à chaque utilisation des institutions de la V^e République contre les aspirations des masses.

V. La politique du PCI après le 10 mai est-elle correcte ?

C'est seulement à partir de ce qui a été expliqué dans le chapitre précédent qu'il est possible de répondre à cette question. Il est important de signaler, tout d'abord, que l'activité du PCI a, comme point de départ, la compréhension de la situation créée en France après le 10 mai comme évoluant inéluctablement vers la crise révolutionnaire. Voici ce qu'explique la résolution politique générale du XXVI^e Congrès du PCI :

« Toute la situation politique conduit les masses laborieuses et la jeunesse à prendre conscience que la satisfaction des aspirations qui les ont amenées à chasser Giscard et à instituer une majorité PS-PCF sans précédent, non seulement n'a pas été réalisée, mais s'éloigne. La crise économique, le chômage grandissant, les attaques contre les conditions de vie et de travail, d'études, montrent que la politique du gouvernement de front populaire ne peut assurer la satisfaction des revendications. Au contraire.

Les attaques de la bourgeoisie, la politique du gouvernement de front populaire conduisent inévitablement à une aggravation sans précédent du conflit qui oppose les masses laborieuses et la bourgeoisie, à une extension du mécontentement de toutes les couches de la population, à une aggravation et à un approfondissement de la lutte politi-

que entre les classes et de la lutte politique à l'intérieur du mouvement ouvrier. Dans une telle situation économique et politique, il est inévitable que la crise révolutionnaire surgisse. Le moment approche où le véritable rapport des forces entre les classes tel qu'il s'est constitué les 10 mai, 14 et 21 juin, non encore cristallisé, va se matérialiser dans la crise révolutionnaire. »

Affirmer cette tendance générale de la situation politique a des conséquences très importantes parce qu'elle peut ordonner l'intervention des révolutionnaires dans le mouvement des masses de façon à les aider à éviter les désastres qui leur sont préparés par le front populaire.

A partir de là, la perspective du combat contre le bloc du PS et du PCF avec la bourgeoisie prend naturellement une place centrale. Cette perspective fondamentale, on peut le constater au long de toute l'activité du PCI depuis l'arrivée du front populaire au pouvoir, a été constamment présente. Nous n'en donnerons qu'un exemple comme illustration :

« La véritable issue est de répondre aux demandes des travailleurs. Ce que demandent les travailleurs, c'est que le pays soit gouverné contre les capitalistes. La possibilité d'une autre politique existe ; l'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée l'indique clairement.

Seul un gouvernement s'appuyant sur cette majorité PS-PCF peut donner au pays un pouvoir réellement stable. Un tel gouvernement sera stable car il a derrière lui une majorité. Il sera stable car il ne reposera pas sur une politique de conciliation avec les ennemis capitalistes des travailleurs. Un tel gouvernement pourra donner satisfaction réelle aux revendications urgentes car il ne s'arrêtera pas devant les profits du capital. Les événements confirment toutes les leçons de l'histoire : la seule issue répondant aux intérêts des travailleurs est : rompre avec le capital, rompre avec la bourgeoisie. » (IO n° 1029 - éditorial).

On constate ici que le PCI avance la nécessité de rompre avec la bourgeoisie en donnant une formulation positive à cette rupture : la prise en charge par la majorité de l'Assemblée nationale de la satisfaction des revendications des masses.

Evidemment, il faut lier le combat contre la collaboration de classes au niveau du gouvernement avec le combat constant pour les revendications des travailleurs. Cela se traduit dans les campagnes et les combats partiels qui expriment à chaque moment l'évolution de la situation politique sous le gouvernement de front populaire. Sur cet aspect, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de mettre en question la présence du PCI dans les combats déclenchés par les masses pour la satisfaction de leurs revendications.

Quelqu'un pourrait éventuellement être en désaccord avec les mots d'ordre particuliers soulevés par le PCI ou avec sa façon d'intervenir dans les combats des masses, mais personne ne peut ignorer la participation quotidienne du PCI dans la lutte des classes. Nous laissons de côté les problèmes qui peuvent être soulevés sur des questions ponctuelles de l'activité du PCI à partir du 10 mai, pour nous limiter à l'examen des aspects plus généraux de son activité politique.

Il est important par contre de donner une réponse concernant l'attitude du PCI face aux mesures du gouvernement de front populaire. Est-ce que le PCI prend clairement position contre les mesures du gouvernement qui concrétisent sa capitulation face à la bourgeoisie ? A plusieurs reprises, le PCI a pris position publiquement contre des déclarations ou des mesures du gouvernement.

Sont-ce là toutes les opportunités où le PCI devrait se prononcer de telle façon ? Nous ne croyons pas qu'il serait utile d'aborder la question sous un tel angle avant que des critiques sur des points précis ne soient soulevées. Pour le moment, nous nous limitons à signaler quelques exemples de telles prises de position. Quand le gouvernement a décidé d'augmenter les cotisations des travailleurs à la Sécurité sociale, l'éditorial d'IO n° 1026 déclarait :

« Les patrons doivent 17 milliards à la Sécurité sociale... et le gouvernement décide d'augmenter la cotisation des salariés ! Quel travailleur n'a pas sauté en apprenant les décisions du Conseil des ministres du 10 novembre sur la Sécurité sociale ?

On lira dans ce journal le détail des mesures arrêtées (lire page 5). Mais chacun a d'ores et déjà compris qu'il s'agit

d'une nouvelle concession faite aux capitalistes et aux banquiers, et qu'une nouvelle fois, les travailleurs sont appelés à faire les frais de la crise.

Que signifie ce choix du gouvernement ? Les capitalistes ne s'y sont pas trompés. Tout en protestant contre les aspects des dispositions gouvernementales qui ne ménagent pas suffisamment — à leur goût — leurs intérêts, ils ont apprécié ce nouveau pas fait en leur direction. Ils en ont conclu que leurs campagnes de pression et d'intimidation permanentes sont payantes. Et qu'il leur faut continuer en ce sens. »

L'éditorial d'IO n° 1035, sous le titre « Quand 600 patrons applaudissent Delors », explique : « Vouloir poursuivre sur la voie tracée par le ministre des Finances envers et contre les exigences des travailleurs et jeunes revient, au fond, à maintenir la défense des intérêts capitalistes contre l'intérêt des masses laborieuses. C'est là chercher à imposer à celles-ci une politique condamnée par le vote majoritaire des 10 mai, 14 et 21 juin. C'est tenter de maintenir les intérêts de la minorité au-dessus et contre les intérêts de la majorité. C'est — en créant une situation où à tout instant est exacerbée la contradiction entre les besoins et aspirations des masses laborieuses et le respect du profit capitaliste — préparer les crises sociales.

C'est un fait : par leurs concessions aux capitalistes, aux banquiers et à l'Eglise, le gouvernement et la majorité PS-PCF laissent glisser de leurs mains tous les moyens de pouvoir et donnent ainsi eux-mêmes aux ennemis avérés de la classe ouvrière les moyens de la revanche.

En appelant hier à voter pour chasser Giscard, pour une majorité PS-PCF, en poursuivant aujourd'hui le combat pour un gouvernement PS-PCF sans représentants bourgeois, nous manifestons à chaque instant que l'orientation et la politique du Parti communiste internationaliste sont fondées sur la lutte pour la rupture avec la bourgeoisie dont J. Delors, au sein du gouvernement, s'affirme de plus en plus le représentant. »

Nous arrêtons ici les exemples de cet aspect de l'activité du PCI. Il suffit de remarquer que la critique dirigée à la direction du front populaire a une place importante dans cette activité. Mais l'organisation révolutionnaire ne peut avoir comme axe principal de son intervention dans le mouvement des masses la critique des directions traitres. L'axe de l'activité doit avoir le sens d'indiquer aux masses la voie de la révolution et de les aider à l'emprunter.

A partir de cette nécessité, acquiert beaucoup plus d'importance, pour avoir une appréciation de la politique du PCI, la vérification de son intervention dans les événements qui se sont déroulés au moment du jugement du plan de nationalisations du gouvernement par le Conseil constitutionnel. L'éditorial d'IO n° 1038 prend position sur cette affaire en déclarant, entre autres choses :

« Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne demandons pas que soit proclamée d'emblée la République sociale, la République des travailleurs. Mais du point de vue même des dirigeants du PS et du PCF, comment est-il possible de gouverner dès lors que sur chacune des questions qu'ils doivent résoudre, les décisions du Conseil constitutionnel, comme une épée de Damoclès, sont suspendues au-dessus de leur tête ?

Il n'y a là-dessus aucun doute : les institutions réactionnaires de la V^e République, de par leur existence, se dressent contre la majorité PS-PCF. Avec l'existence contradictoire de la majorité PS-PCF commence déjà la lutte contre les capitalistes pour qui les institutions ont été édifiées.

Où bien ce seront les aspirations des travailleurs, et également le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, qui sombreront, ou bien ce seront les institutions. Tel est l'enjeu.

La crise politique, que l'on s'efforce de tous côtés de colmater, ouverte par la décision du Conseil constitutionnel, confère à la question des institutions un caractère non point théorique, mais pratique, urgent et actuel au plus haut point. Essayons d'en exposer les données le plus simplement qu'il soit. En démocratie, la loi procède de la souveraineté populaire. Après le 10 mai, les 14 et 21 juin, la question est à présent ouvertement posée : qui est dépositaire de la souveraineté populaire ? L'Assemblée nationale ou le Conseil constitutionnel ? »

Là, il y a bien plus qu'une critique adressée au PS et au PCF. Il y a une prise de position qui soulève la question du pouvoir sous une forme concrète

devant le choc entre les institutions de la V^e République et la politique du gouvernement, proposant une issue positive à l'impasse où s'engouffre le front populaire.

En dernière analyse, c'est sur la formulation que le PCI donne au problème du gouvernement qu'il faut concentrer la discussion. Un des exemples les plus significatifs de la façon dont le PCI formule publiquement cette question est dans IO n° 1049, où est présentée une lettre ouverte à F. Mitterrand, L. Jospin et G. Marchais, dont la partie finale affirme :

« Il est impossible d'éviter une réponse claire à cette question : le cours suivi depuis le 10 mai 1981 est précisément la cause essentielle de l'échec aux cantonales. Poursuivre sur ce cours entraîne au niveau gouvernemental stagnation, reculs, malentendus, conflits, frictions. Poursuivre sur ce cours, c'est fournir au grand capital et à ses partis RPR-UDF les moyens de déstabiliser la majorité issue du 10 mai.

Il n'y a pas d'autres termes à l'alternative :

- Ou bien un gouvernement qui gouverne en conformité avec les exigences du grand capital, et alors, la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est inutile. Elle disparaîtra.
- Ou bien la majorité PS-PCF, qui ne peut ni rétrograder, ni piétiner sur place, qui ne saurait exister qu'en allant de l'avant, prend les initiatives qu'impose la situation. Auquel cas, la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale prend intégralement tout le pouvoir en main, contre les capitalistes, et institue le gouvernement PS-PCF sans ministres représentant ou défendant les intérêts de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'autre issue positive.

Le 15 avril 1982
(Cette lettre est soumise par les militants du PCI à la signature massive des travailleurs, jeunes et militants). »

On constate dans cette formulation le choix d'une tactique précise, qui consiste à expliquer aux masses que la politique du front populaire est inviable, présentant en même temps l'issue positive pour la classe ouvrière : chasser la bourgeoisie du gouvernement et prendre le pouvoir. Sans présenter son programme comme un ultimatum, le PCI formule la nécessité de la prise du pouvoir sous une forme qui peut être saisie par les masses à partir de leur expérience concrète tout au long du gouvernement de front populaire.

La conclusion générale que l'on peut tirer de ce court examen de la politique du PCI en France est que cette politique correspond aux principes du marxisme. Cela ne signifie pas nécessairement qu'elle soit correcte à tous moments et endroits particuliers de l'intervention du PCI dans la lutte des classes. Ce qui doit être tranché est le caractère général de la politique du PCI. Une fois éclaircie cette question fondamentale, la base indispensable pour poursuivre la discussion dans un cadre international commun est acquise.

VI. Construire le parti révolutionnaire doit être la préoccupation centrale

Finalement, toute la discussion sur le front populaire n'aurait pas de sens s'il s'agissait seulement de savoir qui est le plus grand expert sur ce phénomène politique. L'irresponsabilité de Moreno quand il affirme (dans sa lettre au CC du POSI) qu'à partir de l'instauration d'un gouvernement de front populaire le front unique ouvrier n'a plus sa place est dans les conséquences qui découleraient de la mise en pratique de son affirmation : limiter le combat des trotskystes à la propagande de leurs positions, au lieu de chercher la voie vers les larges masses pour les aider à surmonter les obstacles dressés par le front populaire.

D'autant plus qu'au moment du front populaire, la nécessité pour les révolutionnaires de trouver la voie vers les masses devient particulièrement urgente. A partir de ce moment, il est criminel de se retrancher dans des positions « idéologiques », puisqu'il faut absolument formuler des propositions politiques saisissables par les larges masses ; et les masses ont besoin de donner aux combats gigantesques qui sont en préparation la précision de l'objectif à atteindre, sans que le combat se mène dans la confusion.

Cette tâche ne peut pas être accomplie par un petit groupe de propagande ; et

même si les trotskystes étaient à ce moment-là un petit groupe, ils devraient au plus vite cesser de se limiter à la propagande et chercher les moyens de se lier aux larges masses (par exemple, à travers une politique audacieuse d'entrisme combinée avec un travail de propagande indépendante).

Bien que le front populaire soit un frein puissant pour le mouvement des masses, celles-ci ne sont pas condamnées d'avance à la défaite. De plus, il faut prendre en compte que le rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale est incomparablement plus favorable au prolétariat aujourd'hui que dans les années 1930. Le front populaire couvre la préparation de la revanche par la bourgeoisie. Mais la défaite du prolétariat peut être évitée.

L'intervention correcte des révolutionnaires dans les événements peut ouvrir le chemin vers l'unité des masses exploitées contre la politique du front populaire et leur permettre de prendre le pouvoir. Cela est possible en France dans la période actuelle parce qu'il n'y a pas seulement la crise de l'Etat bonapartiste ; il y a aussi la dislocation de l'ordre de Yalta et de Potsdam, déterminée par la montée de la lutte de classes mondiale ; il y a la situation de guerre civile au Salvador, qui s'intègre dans une situation de crise profonde de la domination impérialiste dans toute l'Amérique centrale ; il y a la situation politique explosive en Pologne, avec la crise de l'appareil stalinien à l'échelle mondiale.

Les conditions sont extraordinairement favorables pour le prolétariat. Cela signifie qu'elles sont favorables pour les révolutionnaires. Principalement, de façon plus immédiate, la défaite de la bourgeoisie française qui s'est concrétisée le 10 mai 1981 a signifié aussi une très grave défaite pour le PCF, ce qui crée des conditions nouvelles qui rendent extraordinairement plus efficace l'activité de l'organisation révolutionnaire.

Tous ces éléments qui intègrent le mûrissement de la situation politique en France et dans le monde entier permettent d'affirmer qu'il est possible d'éviter la revanche de la bourgeoisie en France, qu'il est possible de construire le parti révolutionnaire et de débloquer la voie à la révolution au cours des affrontements à venir.

Justement, le fait que cette possibilité est à la portée des trotskystes rend plus évidente l'irresponsabilité de Moreno en organisant la scission de « IV^e Internationale (Comité international) ». Y compris s'il était vrai que le PCI était en train de glisser vers l'opportunisme, la rupture de « IV^e Internationale (Comité international) » aurait été injustifiable, parce que, dans ce cas, il aurait été encore plus nécessaire de combattre pour préserver un cadre international pour y réaliser la discussion politique. En tout état de cause, dans ce cas, le devoir des trotskystes aurait été en premier lieu d'essayer de redresser la ligne politique de la section française. C'est une évidence précisément parce que la construction rapide du parti révolutionnaire devient au moment du front populaire une nécessité et une possibilité concrète, étant donné l'extraordinaire accélération du rythme de la lutte des classes.

Les difficultés des masses face au front populaire en France sont importantes mais ne sont pas insurmontables. Avec l'intervention des révolutionnaires, il est possible de les surmonter. Il faut les surmonter. Il faut expliquer aux masses que l'unité qui a chassé le gouvernement bourgeois Giscard-Barre peut aussi imposer une nouvelle défaite de la bourgeoisie.

Nous savons que les directions du PS et du PCF ne veulent pas rompre avec la bourgeoisie, mais nous savons aussi que la réalisation de cette rupture ne peut pas être conditionnée à l'abandon des partis traditionnels par les masses. Ce qui signifie qu'il faut s'adresser aux partis et aux masses qui les suivent et, sans espérer qu'elles se précipitent vers nous, leur donner les moyens de réaliser leur unité contre la bourgeoisie, en dépit des obstacles que dressent leurs directions. Pour cela, il faut faire des propositions concrètes saisissables, y compris aux ouvriers qui sont dans les partis traditionnels, et il faut en même temps démarquer la position politique des marxistes pour construire le parti révolutionnaire.

Aujourd'hui, nous vivons des conditions infiniment plus favorables que celles de l'époque de Trotsky. Il est nécessaire et possible de construire le parti révolutionnaire en France et d'ouvrir la voie à la victoire de la révolution ; il est possible de reconstruire la IV^e Internationale.

Gilberto Avelino

A PROPOS DES GUERRES ENTRE L'IMPERIALISME ET LES PAYS SEMI-COLONIAUX

« Je serai du côté du Brésil "fasciste" contre l'Angleterre "démocratique" » (Léon Trotsky)

Tribune internationale - La Vérité publie dans cette page une interview de Trotsky par un syndicaliste argentin, Matteo Fossa, interview dans laquelle Trotsky définit notamment l'attitude des marxistes dans tout conflit opposant un pays impérialiste à une colonie ou semi-colonie.

QUESTION Fossa : Quel sera, à votre avis, le développement futur de la situation actuelle en Europe ?

Réponse Trotsky : Il est possible qu'à cette occasion aussi la diplomatie puisse parvenir à un sale compromis. Mais celui-ci ne durera pas longtemps. La guerre est inévitable, et de plus dans un futur très proche. Une crise internationale suit l'autre. Ces convulsions sont les douleurs d'accouchement de la guerre qui s'approche. Chaque nouveau paroxysme aura un caractère plus sévère et dangereux. Actuellement, je ne vois aucune force au monde qui puisse arrêter le développement de ce processus, c'est-à-dire la naissance de la guerre. Une horrible tuerie avance inexorablement sur l'humanité.

Naturellement, une action révolutionnaire opportune de la part du prolétariat international pourrait paralyser la tâche rapace des impérialistes. Mais nous devons regarder la vérité en face. Les masses travailleuses d'Europe, dans leur immense majorité, sont sous la direction de la II^e et de la III^e Internationales (1). Les chefs de l'Internationale syndicale d'Amsterdam soutiennent la politique de celles-ci et entrent à leurs côtés dans ce qu'on appelle les « Fronts populaires » (2).

La politique du « Front populaire », comme l'ont démontré les exemples de l'Espagne, de la France et d'autres pays, consiste à subordonner le prolétariat à l'aile gauche de la bourgeoisie. Cependant, toute la bourgeoisie des pays capitalistes, tant de droite que de « gauche » est imprégnée de chauvinisme et d'impérialisme. Le « Front populaire » sert à faire des ouvriers la chair à canon de leur bourgeoisie impérialiste. A rien d'autre.

La II^e et la III^e Internationales et l'Internationale syndicale d'Amsterdam sont actuellement des organisations contre-révolutionnaires, dont la tâche est de freiner et de paralyser la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'impérialisme « démocratique ». Tant que la direction criminelle de ces Internationales ne sera pas défaite, les ouvriers seront impuissants à s'opposer à la guerre. C'est l'amère mais inéluctable vérité. Nous devons apprendre à la regarder en face et non pas à nous consoler par des illusions et des boniments pacifistes. La guerre est inévitable !

Fossa : Quel sera l'effet de la guerre sur la lutte d'Espagne et le mouvement ouvrier international ?

Trotsky : Pour comprendre correctement la nature des prochains événements, nous devons avant tout démontrer la théorie fautive et complètement erronée suivant laquelle la prochaine guerre sera une guerre entre le fascisme et la « démocratie ». Rien n'est plus faux et plus stupide que cette idée. Les « démocraties » impérialistes sont divisées à cause des contradictions de leurs intérêts partout dans le monde. L'Italie fasciste peut facilement se trouver dans le même camp que la Grande-Bretagne et que la France si elle perd foi en la victoire d'Hitler. La Pologne semi-fasciste peut s'unir à l'un ou l'autre camp suivant les avantages qu'ils lui offrent. Dans le cours de la guerre, la bourgeoisie française peut remplacer sa « démocratie » par le fascisme pour maintenir les ouvriers dans la soumission et pour les obliger à se battre « jusqu'au bout ».

La France fasciste, de même que la France « démocratique », défendra ses colonies armées à la main. La nouvelle guerre aura un caractère de rapine impérialiste beaucoup plus clair que celle de 1914-1918. Les impérialistes ne luttent pas pour des principes politiques mais pour des marchés, des colonies, des matières premières, pour l'hégémonie sur le monde et ses richesses.

La victoire de n'importe lequel des camps impérialistes représenterait la mise en esclavage définitive de toute l'humanité, le renforcement des chaînes des colonies actuelles, des peuples fai-

bles et arriérés, parmi lesquels ceux d'Amérique latine. La victoire de n'importe lequel des camps impérialistes représentera l'esclavage, le malheur, la misère, la décadence de la culture humaine.

Quelle est l'issue, me demandez-vous ? Personnellement, je ne doute pas un moment que la nouvelle guerre provoquera une révolution internationale contre la domination des camarillas impérialistes rapaces sur l'humanité. Durant la guerre, toutes les différences entre la « démocratie impérialiste » et le fascisme disparaîtront. Dans tous les pays, une dictature militaire impitoyable régnera. Les ouvriers et paysans allemands périront de même que les français et les anglais.

Les moyens modernes de destruction sont de tels engins de mort que l'humanité ne sera probablement pas capable de résister à la guerre, ne serait-ce que quelques mois. Le désespoir, l'indignation, la haine pousseront les masses de tous les pays en guerre à une insurrection les armes à la main. La révolution socialiste est inévitable. La victoire du prolétariat mondial mettra fin à la guerre et résoudra aussi le problème espagnol, ainsi que tous les problèmes actuels de l'Europe et des autres parties du monde.

Ces « dirigeants » de la classe ouvrière qui veulent enchaîner le prolétariat au char de la guerre de l'impérialisme, couvert du masque de la « démocratie », sont aujourd'hui les pires ennemis et les traîtres directs des travailleurs. Nous devons apprendre aux ouvriers à haïr et à mépriser les agents de l'impérialisme, puisqu'ils empoisonnent la conscience des travailleurs ; nous devons expliquer aux ouvriers que le fascisme n'est qu'une des formes de l'impérialisme, que nous ne devons pas lutter contre les symptômes extérieurs de la maladie mais contre ses causes organiques, c'est-à-dire contre le capitalisme.

Fossa : Quelle est la perspective pour la révolution mexicaine ? Comment voyez-vous la dévaluation de la monnaie en liaison avec l'expropriation des richesses de la terre et du pétrole ?

Trotsky : Je ne peux m'étendre assez en détails sur ces questions. L'expropriation de la terre et des richesses naturelles est pour le Mexique une mesure indispensable de défense nationale. S'il ne satisfait pas les nécessités quotidiennes de la paysannerie, aucun des pays latino-américains ne pourra obtenir son indépendance.

La baisse de pouvoir d'achat de la monnaie n'est qu'un des résultats du blocus impérialiste contre le Mexique, qui a déjà commencé. Les privations matérielles sont inévitables dans la lutte. Il est impossible de se sauver sans sacrifices. Capituler devant les impérialistes, cela voudrait dire abandonner la richesse naturelle du pays au pillage et le peuple à la décadence et à l'extinction. Naturellement, les organisations ouvrières doivent prendre garde à ce que la montée du coût de la vie ne retombe pas fondamentalement sur les travailleurs.

Fossa : Que pouvez-vous dire sur la lutte de libération des peuples d'Amérique latine et sur les problèmes du futur ? Quelle est votre opinion sur l'aprisme ? (3)

Trotsky : Je ne suis pas suffisamment au courant de la vie de chacun des pays d'Amérique latine pour me permettre de donner une réponse concrète aux questions que vous me posez. De toute façon, il me semble clair que les tâches intérieures de ces pays ne peuvent être résolues sans une lutte révolutionnaire simultanée contre l'impérialisme.

Les agents des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France (Lewis, Jouhaux, Lombardo Toledano (4), les stalinien), tentent de remplacer la lutte contre l'impérialisme par la lutte contre le fascisme. Nous avons observé leurs criminels efforts au récent congrès contre la guerre et le fascisme. Dans les pays

d'Amérique latine, les agents des impérialistes « démocratiques » sont particulièrement dangereux, étant donné qu'ils sont plus capables de duper les masses que les agents déclarés des bandits fascistes. Je prendrai l'exemple le plus simple et le plus démonstratif.

Il existe aujourd'hui au Brésil un régime semi-fasciste qu'aucun révolutionnaire ne peut regarder sans haine. Supposons cependant que demain l'Angleterre entre en conflit militaire avec le Brésil. Je vous demande de quel côté du conflit sera la classe ouvrière ? Je vous dirai que, moi, je répondrais : dans ce cas, je serais du côté du Brésil « fasciste » contre l'Angleterre « démocratique ». Pourquoi ? Parce que le conflit entre ces deux pays ne sera pas une question de démocratie ou de fascisme. Si l'Angleterre triomphait, elle mettrait un autre fasciste à Rio de Janeiro et renforcerait les chaînes du Brésil. Si au contraire, le Brésil triomphait, cela donnerait une puissante impulsion à la conscience nationale et démocratique du pays qui amènerait au renversement de la dictature de Vargas (5).

La défaite de l'Angleterre, en même temps, porterait un coup à l'impérialisme britannique et donnerait une grande impulsion au mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais. Il ne faut vraiment rien avoir dans la tête pour réduire les antagonismes mondiaux et les conflits militaires à la lutte entre fascisme et démocratie. Il faut apprendre à distinguer les exploités, les esclavagistes et les voleurs sous n'importe quel masque !

Dans tous les pays latino-américains, les problèmes de la révolution agraire sont indissolublement liés à la lutte anti-impérialiste. Les stalinien sont aujourd'hui en train de paralyser par trahison l'une et l'autre. Pour le Kremlin, les pays latino-américains ne sont rien d'autre que de la menue monnaie dans ses affaires avec les impérialistes.

Staline dit à Washington, Londres et Paris : « Reconnaissez-moi comme un partenaire à conditions égales, et je vous aiderai à écraser le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies ; j'ai pour cela à mon service des centaines d'agents comme Lombardo Toledano. » Le stalinisme est devenu la lèpre du mouvement libérateur mondial.

Je ne connais pas suffisamment l'aprisme pour donner un jugement définitif. Au Pérou, l'activité de ce parti a un caractère illégal et par conséquent difficile à observer. Les représentants de l'APRA au congrès de septembre contre la guerre et le fascisme réuni à Mexico, ont adopté, pour autant que je puisse en juger, une position digne et correcte conjointement avec les délégués de Puerto Rico.

Reste l'espoir que l'APRA ne soit pas la proie du stalinisme parce que cela paralyserait la lutte pour la libération au Pérou. Je crois que les accords avec les apristes pour des tâches pratiques définies sont possibles et souhaitables à la condition d'une complète indépendance organisationnelle.

Fossa : Quelles conséquences aura la guerre pour les pays d'Amérique latine ?

Trotsky : Sans aucun doute, les deux camps impérialistes tenteront d'entraîner les pays latino-américains dans la tourmente de la guerre pour les réduire complètement en esclavage ensuite. Le creux bavardage « antifasciste » ne fait que préparer le terrain aux agents de l'un des camps impérialistes. Pour se préparer à recevoir la guerre mondiale, les partis révolutionnaires d'Amérique latine doivent adopter d'ores et déjà une attitude intransigeante envers tous les groupes impérialistes. Sur la base de la lutte pour leur propre préservation, les peuples d'Amérique latine devraient se rapprocher les uns des autres.

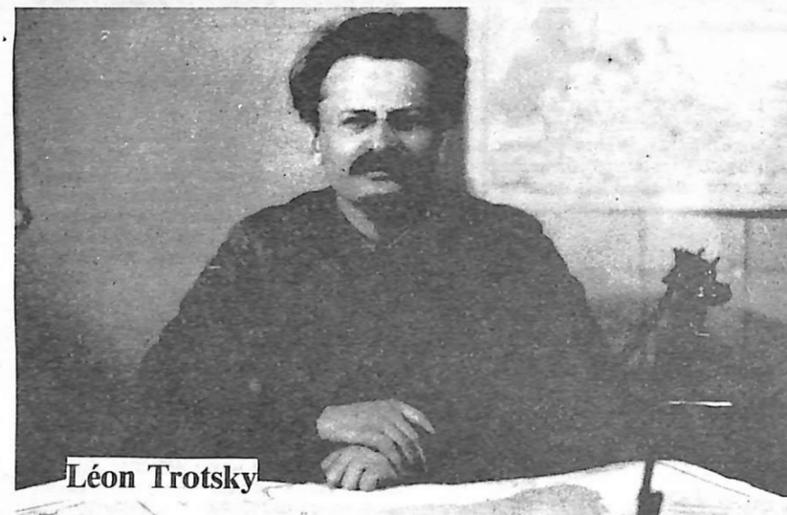
Dans la première période de la guerre, la position des peuples faibles peut devenir très difficile. Mais les camps impérialistes s'affaibliront de plus en plus chaque mois. Leur lutte mortelle permettra aux pays coloniaux et semi-coloniaux de lever la tête. Cela, naturellement, s'applique aussi aux pays latino-américains. Ils seront capables d'attein-

dre leur complète libération si, à la tête des masses, se trouvent des partis et des syndicats véritablement révolutionnaires, anti-impérialistes. On ne peut se sortir de circonstances historiques tragiques par des stratagèmes, des phrases creuses et des petits mensonges. Nous devons dire la vérité aux masses, toute la vérité et rien d'autre que la vérité.

Fossa : Quelles sont, à votre avis, les tâches et les méthodes que doivent se donner les syndicats ?

Trotsky : Pour que les syndicats puissent être capables de réunir, d'éduquer, de mobiliser le prolétariat vers une lutte libératrice, ils doivent être libérés des méthodes totalitaires du stalinisme. Il faut ouvrir les syndicats aux ouvriers de toutes tendances, en maintenant la discipline dans l'action. Toute personne qui transforme les syndicats en une arme destinée à des fins extérieures (en particulier en instrument de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme « démocratique ») divise inévitablement la classe ouvrière, l'affaiblit et ouvre les portes à la réaction. Une complète et honnête démocratie au sein des syndicats est la condition la plus importante à la démocratie dans le pays.

Pour finir, je vous demande de transmettre mon fraternel salut aux ouvriers d'Argentine. Je ne doute pas qu'ils ne croient pas un instant les désagréables calomnies que les agents stalinien font circuler dans le monde sur moi et mes amis. La lutte que mène la IV^e Internationale contre la bureaucratie stalinienne est une continuation de la grande lutte historique des opprimés contre les oppresseurs, des exploités contre les exploités. La révolution internationale libérera tous les opprimés, y compris les travailleurs d'URSS. »



Léon Trotsky

De singuliers ambassadeurs...

Le 6 mai, Ricardo Napuri et Enrique Fernandez Chacon, parlementaires du PST péruvien, ont présenté au Parlement une motion qui propose « de demander au président de la République d'ordonner l'envoi immédiat d'avions et d'autres armements (...) à la République argentine ».

Dans toute l'Amérique latine, les partisans de N. Moreno mènent une campagne qui a comme axe d'appeler les gouvernements bourgeois et les dictatures réactionnaires à agir comme le propose la motion présentée au Pérou.

Léon Trotsky, dans une lettre écrite en 1937, attaque précisément les positions dont Moreno, Napuri et les autres se font aujourd'hui les défenseurs : « Une victoire du Japon servira à la réaction. Une victoire chinoise aurait un caractère progressiste. C'est pour cela que la classe ouvrière mondiale soutient par tous les moyens la Chine contre le Japon. Mais ceci ne veut aucunement dire que vous pouvez confier à votre gouvernement la mission de soutenir la Chine en votre nom. (...) »

Ce serait un crime qu'un parti ouvrier donne un quelconque type de soutien politique à un gouvernement bourgeois pour « aider la Chine ». (...) »

Nous ne pouvons, comme je l'ai dit plus haut, confier à la bourgeoisie les moyens nécessaires pour aider la Chine. »

Le PST péruvien, non content de pratiquer l'union nationale dans son propre pays, a envoyé son sénateur Ricardo Napuri, avec son aide de camp, le député du MIR vénézuélien, Alberto Franceschi, dirigeant du courant moreniste continental, en Argentine.

Dans leurs déclarations, ces deux ambassadeurs ont affirmé : « Nous irons à la Maison rose (le siège du gouvernement argentin) pour dire au gouvernement militaire que, malgré les profondes divergences qui nous séparent de lui, face à l'agression militaire de l'Angleterre, nous n'avons pas hésité un instant à nous mettre du côté de la République argentine. »

Cela donne la nausée ! Les « divergences » de Napuri-Franceschi ne sont déjà plus si nombreuses. Ils ne diront pas un seul mot des 20 000 disparus en Argentine. Après tout, il s'agit d'une « divergence » mineure.

L. F.